

taux déjà trop élevé des impôts. Ce régime a subi des pressions persistantes au cours des dernières décennies, parce qu'il fallait corriger un accroissement excessif des dépenses publiques.

En 1952, les dépenses de tous les gouvernements constituaient 26 p. 100 du produit national brut. Cette proportion a augmenté régulièrement et les dépenses publiques représentent maintenant 40 p. 100 du produit national brut. Si cette progression continue, tous les bienfaits d'une réforme fiscale seront supprimés par d'autres augmentations d'impôts, comme celui qui frappera le gain en capital. Nous ne pourrions insister assez sur la nécessité d'établir un régime de dépenses en même temps qu'une réforme fiscale.

Nous n'avons rien considéré en vue d'établir un système de dépenses, afin que les citoyens canadiens sachent où ils vont. Non, on prélève des impôts et des taxes. On veut imposer le gain en capital alors que, dans une grande proportion, c'est le capital lui-même qui sera taxé.

• (9.30 p.m.)

Alors, même si le régime de taxation est un procédé des plus efficaces pour mettre et maintenir l'équilibre entre les personnes, les familles et les compagnies qui composent la population du Canada et qui participent à sa vie économique, soit en production, soit en consommation, soit en capitalisation, il faut bien se rendre compte que ce n'est pas dans un fouillis de 707 pages de texte légal et plus de 2,400 paragraphes codifiés que l'on va réussir à mettre de l'ordre dans les affaires publiques. C'est comme si l'on cherchait une épingle dans un tas de foin.

Je tiens quand même à offrir mes félicitations à notre vaillant ministre des Finances (M. Benson), qui commence à montrer des marques de fatigue, à la suite d'aussi nombreux travaux préparatoires.

Au cours des 10 dernières années, même la Chambre de commerce du Canada s'est plainte de la complication indéchiffrable de nombreux détails souvent contradictoires de la loi de l'impôt.

Même si je siège, monsieur le président, du côté de l'opposition, même si je suis membre d'un parti politique qui porte le nom de Crédit social, devant toute la loi, je me place très carrément au centre du monde actuel, de la vie économique de 1971-1972, dans le Canada d'aujourd'hui, dirigé tant bien que mal par un gouvernement libéral majoritaire. Devant cette conscience réaliste de la situation des Canadiens, au strict point de vue économique, je voudrais voir des réformes et des redressements économiques beaucoup plus efficaces et plus faciles, en même temps que plus pratiques, comme résultats de nos travaux parlementaires.

Quand je songe au fameux rapport Carter de 2,600 pages, quand je songe aussi à l'enquête royale sur la réforme fiscale qui a coûté plus de \$3,600,000 au gouvernement, quand je songe aux nombreux mémoires élaborés par la plupart de nos grandes institutions de savants, d'experts, d'économistes, de capitalistes, d'administrateurs, de financiers, de manufacturiers, de banquiers nationaux et internationaux, quand je songe à toute la volumineuse paperasse indéchiffrable accumulée relativement à cette question par des comités conjoints, quand je songe à la «condensation» encore élargie du fameux Livre blanc, qui a subi encore de nombreuses attaques et purgations infligées par toute la bureaucratie des gouvernements ou des groupes de pression ou corps intermédiaires, quand je songe enfin qu'il nous faut encore «brasser» 707 pages d'un nouveau bill, page par page, paragraphe

par paragraphe, j'ai bien l'impression que ce bill sera enfin adopté beaucoup plus par épuisement que par compétence et satisfaction de tous les participants et responsables, à tous les niveaux.

Monsieur le président, le comité des finances, du commerce et des questions économiques a reçu plus de 3,000 mémoires, dont ceux de la province de l'Ontario et de la Chambre de commerce du Canada, mémoires extraordinaires dont on n'a presque pas tenu compte dans la rédaction du bill. Après avoir étudié tous ces mémoires, le comité des finances, du commerce et des questions économiques a présenté à la Chambre un rapport que le gouvernement a presque tout rejeté, pour ensuite charger une commission indépendante, payée à gros prix, de préparer un autre rapport, pour pondre le fameux bill de 707 pages que nous sommes à étudier aujourd'hui.

Pourquoi se donner tant de mal pour de si piètres résultats? Je crois que nous ne sommes pas si bêtes que cela. Nous nous sentons tous placés dans un cadre hermétique de vieilles structures fiscales, économiques et politiques. Nous voulons absolument changer les choses pour satisfaire à la population. Mais on tient à conserver cet état de choses pour satisfaire aux citoyens producteurs, profiteurs des structures établies qui, de toute évidence, ne peuvent que continuer d'agrandir l'écart entre les riches qui s'enrichissent et les pauvres qui s'appauvrissent. Tout le mal vient du fait qu'on fait semblant de changer quelque chose pour faire plaisir à la population, tout en laissant les mêmes structures continuer à avoir les mêmes effets, pour faire plaisir à la direction connue ou inconnue des contrôleurs du système établi.

Je ne propose aucunement de changer le système établi. Non, ce serait pire encore. Étant donné les circonstances, ce n'est pas le système qu'il faut changer. Il a au moins le mérite de maintenir avec force et continuité la planification déséquilibrée que nous connaissons. C'est le bon côté d'un pragmatisme bourgeois stratège. Le déséquilibre bien planifié est encore mieux que le chaos complet, que la guerre civile, que la révolution totale et la destruction de ce que le système conserve encore de bon, de positif, de constructif et de profitable.

Ce n'est pas le système du déséquilibre planifié qu'il faut abattre. Ce système oriente la planification vers un équilibre national entre tous les citoyens, les familles et les compagnies qui composent toute la vie économique du Canada. Voilà une des solutions.

Les conservateurs progressistes en ont trouvé de très belles. Ils ont fait de beaux discours, mais je pourrais dire que personne n'a vraiment trouvé d'autres solutions que celles que nous connaissons présentement, que celles que le gouvernement offre. Tout cela ne peut pas se faire tout seul. La réforme fiscale peut et doit y contribuer énormément, à la seule condition que la direction administrative et ministérielle redresse l'orientation de la planification économique nationale, l'orientant vers la satisfaction des besoins des citoyens consommateurs, en même temps que vers la juste et complète rétribution du travail et du capital des citoyens producteurs.

Voilà une autre des solutions que nous aurions pu présenter, au lieu d'augmenter les taxes et les impôts. Il est certainement possible de trouver d'autres solutions pratiques d'administrer le pays et d'équilibrer les budgets.

Si nous voulons présentement, par ce bill néfaste, équilibrer l'économie du gouvernement, nous allons, par l'augmentation des taxes et des impôts, par la taxation du capital, enlever aux citoyens le principal pouvoir d'achat